

# AZF DEUX ANS APRES

Par Francis PORNON\*

Le 21 septembre dernier, deuxième anniversaire de l'explosion d'AZF, les habitants du quartier sinistré huaient et bousculaient Douste-Blazy, le maire de Toulouse venu tenter de prendre le train d'une cérémonie du souvenir organisée par les associations de résidents. Si l'on n'y prend garde, l'arbre cache la forêt. En effet, l'opposition d'associations de base à un maire de droite pousse sur un terreau particulier : la mal vie des habitants et une tendance des pouvoirs à gommer ce qui fâche.

Déjà, cette municipalité s'était illustrée le 21 septembre 2001 (un an après) en faisant interdire manu militari par sa police l'accès de milliers de manifestants à la place du Capitole. Plus récemment, elle venait de décider sans vergogne d'affecter le restant du produit des dons à la rénovation de bâtiments publics. Aujourd'hui, le visiteur s'y tromperait en apercevant entre deux friches certaines maisonnettes et immeubles aux façades repeintes et aux portes et fenêtres flambant neuves. Tout cela cache de profondes lézardes et de lourdes détresses. Nombre de personnes restent en traitement médical pour dommage corporel ou psychique. Sans parler des blessés graves, dont certains sont handicapés à vie. Quant au nombre des morts, il reste fixé à trente et un, la législation qui arrête le décompte au bout de quarante-huit heures est bien commode.

Quelques jours après l'explosion, alors que s'amoncelaient sur les trottoirs les tas de gravats et tuiles cassées, morceaux de cloisons, portes et fenêtres éventrés, etc. une noria de camions entrainait en scène pour débarrasser au fur et à mesure les rues qui devaient rester propres coûte que coûte. Il s'agissait, comme il s'agit toujours, d'organiser l'oubli et, pour cela, on a mis les moyens. Subventions, aides, remises d'impôts locaux, cellules, expertises, les habitants blessés ont, d'une façon ou d'une autre, touché quelque chose en espèces. C'est notamment ce qui doit aider à circuler une rumeur dans d'autres quartiers de la ville : « les sinistrés, vous avez été indemnisés, maintenant, ça suffit ! »

Mais, malheureusement non, ça ne fait pas le compte ! Il serait commode de mettre toutes les bavures sur le compte des assurances. Certes, certaines se firent tirer l'oreille pour indemniser, en accord avec Equad, l'assurance d'AZF, jusqu'à détermination juridique des responsabilités. Mais c'est dans les cités populaires que les comptes sont surtout déficitaires. Dans un quartier défavorisé : la « Cité du parc » située vers le fameux Mirail, le père d'une

participante, gravement malade, a vu poser ses fenêtres il y a un mois seulement. Une baie soufflée est restée, jusqu'à il y a peu, perchée sur un grand peuplier en dessous duquel jouent des gosses. La salle de réunion est toujours en l'état, ouvertures éventrées et plafond effondré. Un bâtiment entier a été vidé autoritairement de ses occupants et reste une ruine béante sans que des indemnisations soient encore intervenues.

Les premiers jours, Jospin et Douste en visite avaient eu des paroles fermes. Ils parlaient de « suppression du pôle chimique » et de faire de Toulouse « un exemple pour la sécurité industrielle en zone urbaine ». Et puis, il semble que le temps ait amolli les résolutions, qu'on mette en sourdine les risques ici, mais aussi – et surtout – qu'on veuille fermer les yeux sur ce genre de risques partout, ailleurs parfois beaucoup plus graves. Mieux, la loi Bachelot instaure une culpabilité des résidents qui, ayant le choix d'être indemnisés pour partir, porteront donc la responsabilité d'être restés. Etonnante casuistique qui culpabilise la victime !

Si le compte n'y est pas, c'est aussi et surtout que l'on a « oublié » de prendre en compte globalement les quartiers touchés dans leurs équipements et leur économie, comme dans leur vie « normale ». Nous découvrons avec stupeur qu'aucun plan de revitalisation de la zone vidée de ses équipements, commerces et entreprises n'était à l'étude ! Et l'on se perd en conjectures sur le devenir des terrains libérés par une promesse dépollution de la zone industrielle, tandis que l'on attend toujours l'achèvement de la mise en sécurité de la SNPE (usine classée « Seveso ») et la décision de supprimer les « ballastières » où sont stockés des milliers de tonnes d'explosifs militaires.

Gageons que les notables résident en des beaux quartiers, loin du pôle chimique de sinistre mémoire pour qui l'habitait et l'habite encore. Que sait-on de l'angoisse de vivre dans un lieu où l'on n'a plus confiance en le ciel ni la terre par lesquels virent les ondes de choc, ni en l'eau d'ailleurs, en zone plus ou moins inondable, et où le feu semble le seul élément prêt à tenir ses promesses ? Qui peut dorénavant se croire en sécurité dans une telle ville ? Connaît-on la mal vie de qui a découvert que le nid fait à sa famille se trouve sur un volcan ? Venez voir dans les rues, les visages creusés dès que retentit un avertisseur de camion de pompiers !

Aveugle à cette angoisse, autiste dans sa propre logique, un pouvoir qui lave plus blanc commet un crime avec préméditation, celui de l'oubli organisé. L'explosion, c'est un regrettable mauvais souvenir ! mieux vaut ne plus y penser et détourner les yeux en regardant « devant », c'est-à-dire juste au bout de notre nez, en nous réjouissant que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il importe que la « ville rose », déjà quelque peu tachée par de noires affaires, donne l'image la plus rose possible de la cité de l'aéronautique en expansion, comme il importe que la nation tout entière soit occupée à d'autres questions sécuritaires.

Mais là encore, heureusement, cela ne fait toujours pas le compte. Car les gens se sont retrouvés ensemble sur les toits crevés, ensemble dans les appartements ruinés, ensemble dans les rues barrées, ensemble dans les manifestations, les fêtes et les réunions. Ce qui devait arriver arriva, ils ont eu l'idée de s'organiser. Et naquirent de ces unions certains bébés étranges. Dans ces quartiers où, parfois, on ne se saluait même pas avant de s'enfermer à double tour chez soi, existent maintenant des associations d'entraide et de revendication. L'une d'elles, des plus militantes, « Plus Jamais Ca Ni Ici Ni Ailleurs » fait peur à la municipalité au point que celle-ci oublie toujours de la compter au nombre des partenaires dans les concertations. D'autres associations se révèlent plus « modérées » ou davantage de proximité tout en participant à un véritable maillage social du quartier.

Tel voisin distribue un petit bulletin photocopié pour la première fois de sa vie. Telle voisine côtoie une personne qu'elle aurait fuie auparavant. Telle autre voisine participe à une manifestation, aussi étonnée que ravie de se retrouver là. On assiste ainsi, par le biais de cette renaissance associative, au spectacle réjouissant (ou bien inquiétant, selon le point de vue de l'observateur) d'une contestation et d'une exigence de participation qu'on avait un peu oubliées au fil des décennies. Voici qui pourrait bien être un des nouveaux lieux déterminants de la vie civique. Et civique, c'est un peu synonyme de politique. Les élus pourraient bien l'apprendre à leurs dépens. Je veux espérer que cela se ferait au profit de la démocratie.

**\* Ecrivain ; dernier livre paru : « Algérie des sources », roman (Temps des cerises)  
réalise à la Cité du Parc un atelier d'écriture subventionné par la D.R.A.C.**